

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 23 mars 2026

Karl Marx : Les luttes de classes en France (1848-1850)

Marx - L'impôt, c'est la cinquième divinité, à côté de la propriété, de la famille, de l'ordre et de la religion.

http://www.luttedeclassse.org/marxisme/lutte_france_48-50.pdf

Je vous incite à lire cet ouvrage qui n'a pas d'équivalent. Marx a décrit la situation sociale et politique qui prévalait en France en février et juin 1848 avec la précision d'un chirurgien maniant le scalpel avec une virtuosité inégalée à ce jour.

Vous constaterez peut-être avec surprise, que l'aristocratie financière dominait déjà l'économie nationale et mondiale, je dis cela pour ceux qui croient que ce serait un phénomène propre à notre époque, ils doivent réviser leur histoire ou revoir leur copie au plus vite.

Au passage, vous voyez que cela sert à quelque chose de consulter les enseignements de la lutte de classes du passé, car on apprend ou on se remet en mémoire un tas de choses qu'on ignorait ou qu'on avait oublié, qui permettent de mieux comprendre la situation actuelle. On en arrivera à la conclusion, qu'on nous a raconté beaucoup de blagues ou de conneries tout au long de notre vie, qu'on a colportées inconsciemment aussi.

Engels - Mais l'histoire nous a donné tort à nous aussi, elle a révélé que notre point de vue d'alors était une illusion.

On leur pardonnera volontiers, n'est-ce pas ? Sinon, quel châtiment devrions-nous infliger à nous-même, non merci, ce serait injuste.

Les crises et les guerres, c'est un pléonasme, permettent d'y voir plus clair ou de faire le ménage dans tout le fatras qu'on a emmagasiné à la suite de nos lectures ou des discours qu'on a entendus. Il faut avoir la modestie d'admettre qu'on est vulnérable, et être suffisamment optimisme pour croire qu'on peut encore progresser, heureusement, sinon comment pourrions-nous concevoir que les masses en seraient capables et avoir confiance en elles.

Faux amis. Les récits de nature mystico-religieux servent délibérément à vous détourner de la crise du capitalisme et de la lutte des classes.

Lu.

- La guerre contre l'Iran est avant tout une guerre pour la domination géopolitique et militaire du Moyen-Orient. Mais elle a aussi une nature de guerre sainte, un caractère fortement religieux de par la nature de ceux qui ont procédé à son déclenchement : les sionistes et les évangélistes états-uniens qui refusent l'avènement d'une grande puissance musulmane, même pacifique comme la République Islamique d'Iran.

Il devient évident que cette nouvelle guerre d'agression contre un pays pacifique est la continuation symbolique d'une guerre sainte contre les pays musulmans insoumis.

J-C - Il n'y a jamais eu de "*guerre sainte*", mais des guerres de brigandage, de pillage, de barbarie.

En réalité, au départ cette rhétorique à consonance religieuse ne vous était pas destinée, elle s'adressait à leurs ouailles comme ciment idéologique de leur communauté sur la base d'intérêts réputés partagés.

La guerre contre l'Iran est avant tout une guerre économique, elle s'inscrit dans le prolongement de la guerre ou de la lutte de classe que la bourgeoisie ou les capitalistes mènent dans leur pays respectifs contre la classe ouvrière et les classes moyennes.

Si cet aspect de la situation est totalement absent des articles que vous pouvez lire dans les médias dits alternatifs ou indépendants, c'est parce que leurs responsables n'entendent pas mener la lutte de classe contre les capitalistes, ils n'ont donc aucun intérêt à ce que leurs lecteurs abordent la situation sur ce plan-là, par crainte qu'ils en viennent à se situer sur le terrain de la lutte de classe du prolétariat ou lorgnent du côté du socialisme, leur cauchemar !

Pour autant, il arrive qu'ils laissent passer des éléments ou des analyses qui évoquent en passant la crise du capitalisme et à la lutte des classes. Quand j'en détecte ici ou là, dans les passages précédée de « **Lu** », je les sou mets à votre réflexion.

Lu.

La guerre contre l'Iran prouve une fois de plus qu'un pays ne peut pas compter ni sur les amitiés et les alliances de circonstances, ni sur les organisations internationales pour se défendre. L'Iran a beaucoup perdu et perdra encore beaucoup.

Les iraniens n'ont pas formé une coalition avec une autre puissante armée et affrontent les armées des deux pouvoirs les plus irrespectueux du droit international, les plus brutaux et sanguinaires de la planète. Pour s'en rendre compte, il suffit de regarder ce qu'ils ont fait à Gaza.

Lu.

La guerre contre l'Iran est une offensive impérialiste conjointe des États-Unis et d'Israël, soutenue par une classe politique qui a ouvertement présenté les États-Unis comme une puissance chrétienne blanche en guerre contre un monde ni blanc, ni chrétien. L'affirmation trompeuse selon laquelle Netanyahu aurait entraîné Trump dans une guerre servant uniquement les intérêts d'Israël occulte la logique structurelle et les intérêts matériels qui sous-tendent la politique américaine : les milliardaires, les fabricants d'armes et les entreprises énergétiques qui tirent directement profit d'une guerre permanente et qui utilisent Israël à la fois comme un instrument et un mandataire régional.

Le problème n'est donc pas un soi-disant contrôle israélien sur Washington, mais la fusion stratégique profonde qui fait d'Israël un proxy des États-Unis habilité à mener des opérations militaires et de renseignement en leur nom.

Cette interprétation erronée apparaît plus clairement lorsque les critiques citent des milliardaires pro-israéliens tels que Sheldon et Miriam Adelson, Bernard Marcus et Paul Singer comme preuve que «Israël d'abord» a remplacé «*L'Amérique d'abord*». Cette approche ignore le fait que de grandes entreprises militaires et énergétiques américaines telles que Palantir, Lockheed Martin, Exxon, Raytheon et Boeing comptent parmi les bénéficiaires financiers directs de la guerre. Ces entreprises ne servent pas «*Israël d'abord*» ; elles soutiennent la suprématie militaire israélienne parce qu'elle ancre la puissance impériale américaine dans la région.

Le problème n'est donc pas le contrôle israélien sur Washington, mais une fusion stratégique profonde qui permet aux États-Unis d'habiliter Israël à exercer des fonctions militaires et de renseignement en leur nom.

C'est pourquoi il est crucial de faire la distinction entre le fantasme de la domination israélienne et la réalité de l'intégration structurelle entre les deux États. Washington a complètement intégré l'appareil de guerre et de renseignement israélien dans sa propre stratégie régionale. Cela ne signifie pas que les États-Unis reçoivent leurs ordres de Tel-Aviv. Cela signifie que les États-Unis s'appuient sur un agent régional de confiance pour faire avancer leurs objectifs plus larges. Même les remarques de Marco Rubio, que beaucoup ont interprétées comme un aveu qu'Israël a entraîné les États-Unis dans la guerre, ne changent rien à ce fait. Washington aurait pu mettre fin à l'attaque immédiatement en coupant l'approvisionnement en armes. Au lieu de cela, il a donné son accord et a agi en coordination.

À l'exception d'Oman, qui a condamné la guerre comme une violation du droit international, et d'Ansar Allah au Yémen, la plupart des gouvernements arabes ont refusé de dénoncer l'offensive américano-israélienne.

L'agression israélienne ne peut être dissociée de la stratégie américaine plus large dans la région, qui consiste notamment à exacerber l'hostilité entre Arabes et Iraniens et à pousser les États arabes dans le camp américano-israélien.

Le comportement des régimes arabes pendant la guerre a révélé une autre facette de cette alliance. À l'exception d'Oman, qui a condamné la guerre comme une violation du droit international, et d'Ansar Allah au Yémen, la plupart des gouvernements arabes ont refusé de dénoncer l'attaque américano-israélienne. Ils n'ont même pas présenté leurs condoléances aux victimes civiles iraniennes, notamment aux 165 écolières et membres du personnel tués lors du massacre de Manab, ni pour l'assassinat de l'ayatollah Ali Khamenei et des membres de sa famille. Le président turc,

bien que soumis à l'OTAN, a présenté ses condoléances tandis que les gouvernements arabes restaient silencieux.

Même l'Algérie, longtemps associée à la politique anticolonialiste, a soutenu le « *Conseil de paix pour Gaza* » proposé par Trump et s'est alignée sur les régimes arabes contre les représailles iraniennes. En Égypte, le cheikh d'al-Azhar a adopté une ligne similaire, exprimant sa solidarité avec les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Koweït et la Jordanie, tout en excluant notamment le Qatar et l'Arabie saoudite, et en condamnant l'Iran sans mentionner l'attaque américano-israélienne ni présenter de condoléances pour la mort de Khamenei.

Cette complicité silencieuse des régimes arabes ne peut être dissociée de l'ordre sécuritaire construit autour des bases américaines dans toute la région. Les États du Golfe et la Jordanie affirment que l'Iran a violé leur souveraineté, mais leur propre territoire et leur espace aérien sont depuis longtemps utilisés par les forces américaines pour violer la souveraineté iranienne. Les mêmes bases, qui ont déjà servi à attaquer l'Irak et la Syrie, sont désormais utilisées contre l'Iran. Malgré leurs prétentions de neutralité, ces États, non seulement ne s'opposent pas au survol de leur espace aérien par des avions israéliens, mais ils mobilisent leurs défenses pour intercepter les missiles et drones iraniens qui se dirigent vers Israël et les bases américaines.

Les accords régissant ces bases mettent clairement en évidence l'ampleur de cette soumission. Les gouvernements hôtes n'ont pas le pouvoir d'exiger des informations sur le nombre de soldats américains entrant ou sortant de leur territoire, ni d'intervenir dans les opérations militaires menées sur leurs terres. Alors que les accords avec le Qatar et l'Arabie saoudite restent secrets, l'accord de défense public entre les États-Unis et la Jordanie est largement considéré par les Jordaniens comme inconstitutionnel, car il porte atteinte à la souveraineté nationale.

Le message était clair : quoi que les régimes arabes offrent aux États-Unis, Israël passe avant tout, même à leurs dépens.

La contradiction est devenue encore plus flagrante au Qatar. Son système de défense aérienne n'aurait donné aucun avertissement et n'aurait offert aucune protection contre l'attaque israélienne sur Doha en septembre dernier – une attaque dont Washington avait connaissance à l'avance –, alors que ce même système semblait prêt à protéger les installations militaires et diplomatiques américaines dans le pays contre toute riposte iranienne. D'autres rapports suggéraient également qu'Israël aurait pu être à l'origine d'attaques montées de toutes pièces contre des installations d'Aramco en Arabie saoudite, ainsi que contre des sites à Oman, en Turquie et en Azerbaïdjan. Les responsables iraniens, tout en revendiquant la responsabilité des attaques contre le Koweït, Bahreïn, le Qatar, les Émirats arabes unis et la base aérienne Prince Sultan en Arabie saoudite, ont nié toute implication dans ces autres incidents.

Dans le même temps, les États du Golfe se sont plaints que Washington ait transféré des systèmes de défense aérienne de leur territoire vers Israël, augmentant ainsi leur vulnérabilité. Le message était clair : quoi que les régimes arabes offrent aux États-Unis, Israël passe avant tout, même si cela se fait à leurs dépens. La guerre a tout aussi clairement montré que les bases militaires américaines dans les pays arabes ne les protègent pas du danger ; elles l'augmentent. Sans elles, ces États n'auraient probablement pas été exposés aux représailles iraniennes.

Depuis la révolution de 1979, l'Iran n'avait jamais lancé aucune attaque militaire contre ses voisins arabes, y compris les États du Golfe et la Jordanie. Même pendant que ces mêmes États fournissaient à l'Irak un soutien financier, militaire, logistique et diplomatique pendant la guerre de 1980-1988, qui a fait plus d'un million de morts, l'Iran s'est abstenu de les attaquer. Par contre, ces

régimes arabes n'ont cessé de menacer l'Iran et de soutenir les agressions contre lui depuis que la révolution a renversé le shah soutenu par les États-Unis.

Dès 1981, l'Arabie saoudite a mis en avant une stratégie arabe, proposée par le prince héritier Fahd de l'époque, visant à normaliser les relations avec Israël sous prétexte de contenir la prétendue menace iranienne. L'objectif était de persuader les opinions publiques arabes que l'Iran, et non Israël, était le principal ennemi de la nation arabe, alors même qu'Israël était, et reste, la menace centrale tant pour les États arabes que pour l'Iran. Cette ligne a ensuite été reprise dans l'Initiative de paix arabe de 2002 sous le prince héritier Abdallah. Pourtant, ces concessions à Israël, ainsi que l'alignement discret contre l'Iran, n'ont pas apporté la sécurité. Elles n'ont fait qu'augmenter la vulnérabilité des États arabes et des Palestiniens qui sont aujourd'hui confrontés à un génocide.

Même ce bilan n'a pas contraint les dirigeants arabes à reconsidérer leur position. La semaine dernière, leurs ambassadeurs ont appelé la Russie à faire pression sur Téhéran pour qu'il mette fin à sa riposte militaire contre les installations américaines dans leurs pays. La réponse de Sergueï Lavrov a été sans détour : puisque ces gouvernements se sont rangés du côté de l'offensive américano-israélienne dès le début, leurs prétentions à la neutralité ne sont ni crédibles ni sérieuses.

Si les lourds coûts que ces États ont déjà payés dans cette guerre ne suffisent toujours pas à leur prouver que la véritable menace pour leur sécurité, c'est précisément leur alliance avec Washington et Tel-Aviv, alors rien ne pourra probablement les faire changer de trajectoire.

Iran.

«Si vous ne rouvrez pas le détroit d'Ormuz, les Etats-Unis anéantiront les centrales ! » : L'ultimatum de Donald Trump à l'Iran - Paris Match 22 mars

Il laisse « 48 heures ». Samedi 21 mars au soir, Donald Trump a lancé un ultimatum à l'Iran de rouvrir le détroit d'Ormuz dans les 2 prochains jours. Sans réouverture totale et inconditionnelle de ce point stratégique pour l'approvisionnement mondial en hydrocarbures, les États-Unis « frapperont et anéantiront » les centrales électriques iraniennes « *EN COMMENÇANT PAR LA PLUS GRANDE !* », a mis en garde le président américain sur sa plateforme Truth Social.

L'Iran réplique immédiatement

L'Iran a répliqué à cette sommation sans attendre : si Washington met sa menace à exécution, l'armée iranienne visera alors les infrastructures « *énergétiques, de technologie de l'information et de dessalement d'eau* » dans la région.

Les derniers développements.

- Près de 60 % des Américains jugent le conflit avec l'Iran défavorable aux États-Unis

Selon un sondage réalisé par CBS et YouGov, 57 % des personnes interrogées considèrent que la situation au Moyen-Orient se détériore au détriment de Washington, contre 43 % qui expriment un avis contraire.

En outre, seuls quatre Américains sur dix approuvent l'opération menée par les États-Unis dans la région, tandis qu'une très large majorité, soit 92 %, estime que le conflit doit se terminer le plus rapidement possible.

- L'Iran confirme l'instauration de frais de 2 millions de dollars pour le transit dans le détroit d'Ormuz

Téhéran a introduit un nouveau mécanisme de contrôle du détroit d'Ormuz, en imposant à certains navires des frais pouvant atteindre 2 millions de dollars pour leur passage.

Selon un représentant de la commission parlementaire chargée de la sécurité nationale et de la politique étrangère, cette mesure est déjà en vigueur et s'inscrit dans la mise en place d'un « *nouveau régime souverain* » dans le détroit. D'après lui, cette décision est justifiée par les coûts liés au conflit en cours, Téhéran estimant légitime de faire payer les navires empruntant cette voie maritime stratégique.

France.

En famille, ils gèrent le capitalisme à l'échelle communale, départementale, régionale, nationale, internationale.

J-C - Lequel des partis ou des courants politiques gèrera le mieux la société pour le compte des capitalistes et de l'oligarchie financière. Leur collaboration aux institutions de la Ve République aurait-elle une autre signification politique ? Sans doute, démagogique...

On en veut pour preuve que, comme d'habitude en pareille circonstance, ils ont tous gagné et les autres ont tous perdu, sauf peut-être les quelque 43% qui se sont abstenus et qui n'avaient sans doute déjà plus rien à perdre, surtout pas des illusions dans les partis qui ont participé à cette répartition des postes et des prébendes qui vont avec au détriment de leurs intérêts.

Florilège de cette mascarade à grand spectacle couverte largement par les médias aux ordres.

- L'abstention finale est attendue à 43% (contre 37,87% en 2014), contre 42,8% au premier tour, selon notre estimation Ipsos-BVA-Cesi école d'ingénieurs pour France Télévisions, Radio France et LCP-Public Sénat. franceinfo.fr 23 mars 2026

- « *Apparence flatteuse mais trompeuse* ». Ainsi le Larousse définit le terme « *trompe-l'œil* », qui semble parfaitement coller à cette soirée électorale. Ce dimanche 22 mars, à l'issue du second tour des élections municipales en effet, il est difficile de tirer des conclusions claires des résultats, tant chaque camp s'échine à revendiquer la victoire, en fixant ses propres critères de réussite à un an de la présidentielle.

- Et disons-le d'emblée, les choses sont beaucoup moins limpides que ce qu'affirment les états-majors des formations impliquées. Plusieurs d'entre elles ont de quoi être déçues, même si chacune à plusieurs trophées à agiter pour faire oublier le reste.

- Dans l'avalanche de commentaires qui suivent les résultats, la guerre des gauches n'a pas tardé à s'ouvrir dans la perspective (déjà) de la présidentielle. Au cœur du sujet, les alliances et la place de La France insoumise dans l'équation électorale.

- **LFI** - Ils osent tout. 19,93% = Une "*percée remarquable*" !

Municipales 2026 : Manuel Bompard salue la "*percée remarquable des listes de La France insoumise*" - BFMTV 23 mars 2026

Le coordinateur national de La France insoumise a notamment souligné les victoires des candidats insoumis à Roubaix (Nord) et au Tampon (Réunion).

Le député de La France insoumise David Guiraud a remporté l'élection municipale à Roubaix, dans le Nord, l'une des villes pour lesquelles le mouvement nourrissait le plus d'ambition. Déjà arrivé très largement en tête au premier tour, le candidat insoumis s'est imposé ainsi sans difficulté au second, avec 53,19 % des voix, loin devant le sortant divers-droite Alexandre Garcin (25,55 %). La participation s'élève à 37,48 %.

Ces villes gagnées par LFI : Roubaix, La Courneuve, Vénissieux, Creil, Vaulx-en-Velin, Saint-Fons...

- Le **Parti socialiste** a réussi, dimanche, à conserver Paris, Marseille, Rennes, Montpellier, Lille et Nantes, il a gagné Amiens et à Saint-Etienne, mais il a vu la droite s'emparer de Brest, Clermont-Ferrand, Tulle et Cherbourg.

- **Les Écologistes**- La formation qui semble le plus souffrir de ces élections municipales est sans nul doute celle dirigée par Marine Tondelier. En un scrutin, les Écologistes ont perdu quasiment toutes les victoires spectaculaires enregistrées en 2020 : Bordeaux, Strasbourg, Besançon, Poitiers, Annecy... Soit des agglomérations de première importance qui n'ont pas résisté au vote sanction.

- Municipales 2026 : Marine Tondelier attribue l'échec de listes d'union aux "*partisans des gauches irréconciliables*" - BFMTV 23 mars 2026

La cheffe des Écologistes Marine Tondelier a fustigé ce dimanche 22 mars sur TF1 "*les partisans des gauches irréconciliables*", à La France insoumise et au Parti socialiste, responsables selon elle des échecs de certaines listes d'union au second tour des municipales dimanche.

"La gauche a été toxique pour elle-même dans cette campagne", a dénoncé la dirigeante des Verts sur TF1, taquant à la fois "*des propos inacceptables*" du leader Insoumis Jean-Luc Mélenchon, "*qui ne sont même pas des dérapages puisque c'était très contrôlé de sa part*", et "*des partisans à la droite d'Olivier Faure (...) qui voulaient raconter qu'on ne pourrait plus jamais travailler ensemble*".

"Les gauches irréconciliables, ça mène la gauche à sa perte et ce qui se passe ce soir dans beaucoup de villes. Des villes qui devaient basculer comme Limoges ne basculeront pas, et des villes qui étaient imperdables comme Tulle, comme Brest, deviennent ce soir des villes de droite", a égrené la patronne du parti.

- **RN-FN** - Ses scores dans les grandes villes, en général, le relèguent au rang de spectateur. À Lille, le médiatique Matthieu Valet s'échoue à 7 %, comme Albin Freychet à Limoges. C'est pire à Brest et Clermont-Ferrand, où les candidats lepénistes obtiennent respectivement 4.3 % et 3.6 % des voix.

Le parti lepéniste peut bien applaudir la victoire d'Éric Ciotti à Nice, elle doit davantage à son ancrage local qu'au soutien apporté par le RN.

Ces villes remportées par l'extrême droite au second tour, Nice, Liévin, Vierzon, Carcassonne, Castres, Orange, Wittelsheim, La Flèche, Montargis,

J-C - Ils auront tout fait pour diviser et perdre ces élections en s'alignant sur la politique de la droite officielle et en criminalisant LFI.

Quand ils réalisèrent des gains, ce fut bien malgré eux, parce que de nombreux électeurs n'ont pas tenu compte de leur discours ou de leur consigne de vote, et quand ils enregistrèrent des pertes, ils obtinrent ce qu'ils méritaient et recherchaient, de nombreux lecteurs réceptifs à leur discours furent dissuadés de reporter leur vote sur un autre candidat de "*gauche*" au second tour ou ils se sont abstenus.

Par ailleurs, il semble que la configuration socio-économique des villes moyennes de provinces a déterminé en grande partie le résultat de cette élection. Plus les communes sont rurales ou éloignées des grandes villes, plus les électeurs sont réceptifs au discours dominant favorable aux partis soutenant officiellement Macron, donc le PS, ses satellites et ses alliés, au détriment principalement de LFI caractérisé d'extrémiste, donc à rejeter lors d'élections. Ils instrumentalisent RN-FN pour ensuite récupérer ou se partager leurs voix, ce qui en dit long sur leur opposition idéologique.

Brésil

Le président brésilien Lula dénonce le retour d'une logique coloniale en Amérique latine - RT 22 mars 2026

Réunis à Bogota à l'occasion du sommet de la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC) ce 21 mars, les dirigeants de la région ont entendu Luiz Inácio Lula da Silva tenir un discours sur la souveraineté. Le président brésilien a dénoncé une attitude qu'il juge inacceptable, affirmant qu'« *il n'est pas possible que quelqu'un pense être propriétaire d'autres pays* ». Évoquant la situation de Cuba et du Venezuela, il a demandé si de telles pratiques pouvaient réellement être qualifiées de démocratiques.

À travers cette prise de parole, Lula a voulu rappeler une idée centrale : l'Amérique latine ne peut pas redevenir un territoire soumis aux intérêts d'une puissance étrangère. Il a dénoncé le retour d'une approche coloniale à l'égard des pays en développement, en rappelant que la région a déjà été dépouillée de ses richesses, qu'il s'agisse de l'or, de l'argent, des diamants ou des minerais. Selon lui, après avoir pris les ressources du passé, les mêmes ambitions se tournent désormais vers les minerais critiques et les terres rares. Son avertissement est sans ambiguïté : « *Ils veulent nous coloniser à nouveau.* »

Le président brésilien replace cette situation dans une perspective historique plus large. En évoquant la doctrine Monroe de 1823, il renvoie à une vision longtemps dénoncée en Amérique latine, selon laquelle le continent serait une zone d'influence réservée à Washington. Son message est clair : les

États de la région ne doivent tolérer ni atteinte à leur intégrité territoriale ni emprise extérieure sur leurs ressources stratégiques.

Cette prise de position a trouvé un écho immédiat en Colombie. Le président Gustavo Petro a lui aussi défendu l'idée que l'Amérique latine n'est pas une « *terre à conquérir* » et qu'aucune logique impériale ne peut être imposée durablement à la région. Dans le prolongement de cette ligne, Lula dénonce une nouvelle phase d'ingérence visant des pays déjà marqués par une longue histoire de domination extérieure.